

riat, qu'ils n'ont d'autres buts et d'autres tâches que ceux du prolétariat, expriment cette pensée que la lutte du Parti pour la majorité de la classe ne doit, en aucun cas, entrer en contradiction avec le besoin des ouvriers de l'unité de leurs rangs de combat.

La *Rote Fahne* condamne avec juste raison les palabres sur « les intérêts de classes au-dessus des intérêts de parti ». En réalité, les intérêts de classe bien compris et les tâches du Parti bien formulées coïncident. Tant que la chose se limite à cette affirmation historico-philosophique, la position de la *Rote Fahne* est invulnérable. Mais les conclusions politiques qu'elle en tire constituent un balouage direct du marxisme.

L'identité principielle des intérêts du prolétariat et des tâches du Parti communiste ne signifie ni que le prolétariat dans son ensemble a conscience dès aujourd'hui de ses intérêts, ni que le Parti les formule, dans toutes les circonstances, d'une façon juste. La nécessité même du Parti découle précisément du fait que le prolétariat ne naît pas avec la compréhension toute prête de ses intérêts historiques. La tâche du Parti consiste, dans l'expérience de la lutte, à apprendre à démontrer au prolétariat son droit à la direction. Cependant, la bureaucratie stalinienne considère qu'on peut tout simplement exiger du prolétariat la subordination basée sur le passeport du Parti, scellé du cachet de l'Internationale communiste.

Tout front unique qui n'est pas placé d'avance sous la direction du Parti communiste — répète la *Rote Fahne* — est dirigé contre les intérêts du prolétariat. Quiconque ne reconnaît pas la direction du Parti communiste est, par cela même, un « contre-révolutionnaire ». L'ouvrier est obligé d'accorder par avance sa confiance au Parti communiste, sur parole d'honneur. De l'identité principielle des tâches du Parti et de la classe, le fonctionnaire déduit le droit de commander la classe. La tâche historique que le Parti communiste doit encore résoudre : l'unification sous son drapeau de la majorité écrasante des ouvriers — le bureaucrate la transforme en un ultimatum, en revolver appliqué sur tempe de la classe ouvrière. La pensée dialectique est remplacée par la pensée formaliste, administrative, bureaucratique.

La tâche historique qu'il faut résoudre est déjà considérée comme résolue. La confiance qu'il faut gagner est déjà considérée comme gagnée. Cela est, bien entendu, très simple. Mais les affaires n'avancent pas beaucoup pour cela. Dans la politique, il faut partir de ce qui existe et non de ce qui est souhaitable et de ce qui sera. Poussée jusqu'au bout, la position de la bureaucratie stalinienne est, en réalité, la négation du Parti : en quoi consiste tout son travail historique, si le prolétariat doit recon-

naître par avance la direction de Thaelmann et de Rémélé ?

A l'ouvrier qui veut entrer dans les rangs communistes, le Parti a le droit de dire : tu dois reconnaître notre programme, nos statuts et la direction de nos organismes élus. Mais il est insensé et criminel de poser cette même condition *a priori*, ou même une partie de celle-ci, aux masses ouvrières ou aux organisations ouvrières quand il s'agit d'actions communes au nom de tâches de combat déterminées. Cela signifie saper le fondement même du Parti qui ne peut remplir sa fonction qu'avec des rapports réciproques justes avec la classe. Au lieu de poser un ultimatum unilatéral qui irrite et humilie les ouvriers, il faut proposer un programme déterminé d'actions communes : c'est la voie la plus sûre pour conquérir la direction effective.

L'ultimatum est une tentative de violenter la classe ouvrière quand on n'arrive pas à la persuader : si vous, ouvriers, ne reconnaissez pas la direction Thaelmann-Rémélé-Neumann, nous ne vous permettrons pas de créer le front unique. Le pire ennemi n'aurait pas pu inventer une situation moins commode que celle où se mettent eux-mêmes les chefs du Parti communiste. C'est la voie la plus sûre vers la ruine.

La direction du Parti communiste allemand ne fait que souligner plus clairement son ultimatum quand elle fait dans ses appels ces réserves casuistiques : « Nous ne vous demandons pas de reconnaître par avance nos conceptions communistes ». Cela sonne comme une excuse pour la politique qui n'a aucune excuse. Quand le Parti déclare qu'il se refuse d'entrer en pourparlers quelconques avec d'autres organisations, mais il permet aux ouvriers social-démocrates de rompre avec leur organisation et, sans s'appeler communistes, de se placer sous la direction du Parti communiste, cela est précisément de l'ultimatum de la plus belle eau. La réserve sur les « conceptions communistes » est entièrement ridicule : l'ouvrier qui est prêt dès aujourd'hui à rompre avec son Parti pour prendre part à la lutte sous la direction communiste n'hésitera pas à prendre le nom de communiste. Les subterfuges diplomatiques et le jeu d'étiquettes sont étrangers à l'ouvrier. Il voit dans la politique et dans l'organisation ce qu'ils ont d'essentiel. Il reste dans la social-démocratie tant qu'il n'a pas confiance dans la direction communiste. On peut dire avec certitude que la majorité des ouvriers social-démocrates restent dans leur Parti non pas parce qu'ils ont confiance dans la direction réformiste, mais uniquement parce qu'ils n'ont pas encore confiance dans la direction communiste. Mais ils veulent lutter dès maintenant contre le fascisme. Si on leur indique l'étape la plus proche de la lutte commune, ils exigeront que leur

organisation se place sur cette voie. Si l'organisation s'obstine à ne pas l'accepter, ils peuvent aller jusqu'à la rupture avec elle.

Au lieu d'aider les ouvriers social-démocrates, par l'expérience, à trouver leur chemin, le Comité central du P. C. aide les chefs social-démocrates contre les ouvriers. Leur aversion et leur peur de la lutte, leur incapacité de combattre, les Wels et les Hilferding les masquent aujourd'hui avec succès en se référant au refus du Parti communiste de participer à la lutte commune. Le refus obstiné, stupide et insensé du Parti communiste d'accepter la politique du front unique est devenu, dans les conditions actuelles, la ressource politique la plus importante de la social-démocratie. C'est bien pour cela que la social-démocratie, avec ce parasitisme qui lui est propre, se cramponne tellement à notre critique de la politique ultimative de Staline-Thaelmann.

Les dirigeants officiels de l'Internationale Communiste pérorent maintenant avec un air très sérieux sur l'élévation du niveau théorique du Parti et sur l'étude de « l'histoire du bolchevisme ». En réalité le « niveau » baisse de plus en plus, les leçons du bolchevisme sont oubliées, déformées, foulées au pied. Cependant, il n'est pas difficile de trouver dans l'histoire du Parti russe le précurseur de la politique actuelle du Comité Central allemand : c'est feu Bogdanov, le créateur de l'ultimatum (ou otzovisme). Encore en 1905, il considérait impossible la participation des bolcheviks dans le Soviet de Petrograd si le Soviet ne reconnaissait pas préalablement la direction social-démocrate. Sous l'influence de Bogdanov, le bureau pétersbourgeois du Comité Central bolchevik adopta en octobre 1905 cette décision : proposer au Soviet de Petrograd la demande de reconnaître la direction du Parti ; dans le cas contraire, il serait décidé d'abandonner le Soviet. Le jeune avocat Krassikov, membre du Comité Central bolchevik de cette époque, posa cet ultimatum à l'assemblée plénière du Soviet. Les députés ouvriers, y compris les bolcheviks, se sont regardés avec étonnement et sont passés à l'ordre du jour. Personne n'a quitté le Soviet. Bientôt Lénine arriva de l'étranger et il lava durement la tête aux ultimatumistes : on ne peut pas, enseignait-il, à l'aide d'ultimatum, obliger la masse à sauter par dessus les phases indispensables de son propre développement politique.

Bogdanov, toutefois, n'avait pas renoncé à sa méthodologie et il créa par la suite toute une fraction « d'ultimatumistes » ou « d'otzovistes » : cette dernière appellation leur a été donnée parce qu'ils étaient enclins à retirer (1) les bolcheviks de toutes les organisations qui refusaient d'accepter l'ultimatum envoyé d'en

(1) Otzovistes, du verbe russe otzyvat qui signifie rappeler, retirer. (Note du traducteur).

haut : « reconnais par avance notre direction ». Les ultimatumistes essayaient d'appliquer leur politique non seulement au Soviet, mais aussi dans le domaine du parlementarisme et du mouvement syndical et en général à toutes les organisations légales et semi-légales de la classe ouvrière.

La lutte de Lénine contre l'ultimatum fut une lutte pour des rapports justes entre le Parti et la classe. Les ultimatumistes dans le vieux Parti bolchevik ne se sont jamais élevés à un rôle tant soit peu important : autrement, la victoire du bolchevisme aurait été impossible. Les rapports attentifs et sensibles envers la classe constituèrent la force du bolchevisme. Lénine continua la lutte contre l'ultimatum même quand il était au pouvoir, particulièrement et surtout dans le domaine des syndicats. « Si nous avions posé maintenant en Russie, écrivait-il, après deux ans et demi de victoires inouïes sur la bourgeoisie de Russie et de l'Entente comme condition d'admission aux syndicats « la reconnaissance de la dictature », nous aurions fait une bêtise, nous aurions entamé notre influence sur les masses, nous aurions aidé les mencheviks. Parce que toute la tâche des communistes réside dans la capacité de persuader les retardataires, dans la capacité de travailler parmi eux, et non de se séparer d'eux par l'invention de mots d'ordre puérilement « gauchistes ». (« La maladie infantile du communisme »). Ceci est d'autant plus obligatoire pour les Partis communistes d'Occident qui ne représentent que la minorité de la classe ouvrière.

La situation a cependant radicalement changé en U.R.S.S. pendant la dernière période. Le Parti communiste armé du pouvoir représente déjà un autre rapport entre l'avant-garde et la classe : dans ce rapport est introduit un élément de *contrainte*. La lutte de Lénine contre le bureaucratisme du Parti et des soviets signifiait dans son fond une lutte non pas contre le mauvais fonctionnement des chancelleries, l'inertie, la malpropreté, etc., mais contre l'assujettissement de la classe à l'appareil, contre la transformation de la bureaucratie du Parti en une nouvelle couche « dirigeante ». Le conseil donné par Lénine avant sa mort de créer une Commission de contrôle ouvrière indépendante du Comité Central et de retirer Staline et sa fraction de l'appareil du Parti fut dirigé contre la dégénérescence bureaucratique du Parti. Pour une série de raisons sur lesquelles nous ne pouvons pas nous arrêter ici, le Parti est passé à côté de ce conseil. La dégénérescence bureaucratique du Parti a atteint pendant ces dernières années la limite. L'appareil stalinien ne fait que commander. Le langage du commandement, c'est le langage de l'ultimatum. Chaque ouvrier doit reconnaître par avance que toutes les décisions précédentes, actuelles et futures du Comité Central sont in-